



Dossier n° PC 035 324 23 00002

Dépôt : 04/02/2023
Demandeur : SCI FOUGERES BAKERY
Représentant : Monsieur LE HIR Patrice
Travaux : La construction d'une unité de fabrication
Terrain : Rue Liliane Ackermann
Aumaillerie III
35133 LA-SELLE-EN-LUITRE

ARRÊTÉ n° 27/2023
AU NOM DE LA COMMUNE DE
LA SELLE-EN-LUITRÉ

Le maire de LA SELLE-EN-LUITRÉ,

Vu la demande présentée le 04/02/2023 par :

- SCI FOUGERES BAKERY
Représentée par Monsieur LE HIR Patrice
Demeurant Zone Artisanale du Val Coric 56380 GUER

Vu l'objet de la demande :

- La construction d'une unité de fabrication
- Sur un terrain situé rue Liliane Ackermann, Aumaillerie III 35133 LA-SELLE-EN-LUITRE
- Pour une surface de plancher créée de 6065 m²

Vu les compléments déposés le 18/03/2023, 31/03/2023 et 03/04/2023 ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 19/09/2006, modifié le 09/09/2013, mis à jour le 07/10/2019 ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le récépissé de dépôt d'un dossier de déclaration au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) du 03/02/2023 ;

Vu l'arrêté n° 35-2022-07-13-00003 du 13/07/2022 du Préfet d'Ille et Vilaine portant décision de prise en considération du projet de déviation de la RN12 dans le secteur de Beucé sur le territoire des communes de Javené, La Selle en Luitré, la Chapelle Janson ;

Vu le courrier du Préfet d'Ille et Vilaine (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement) du 21/03/2023, annexé ;

Vu la déclaration préalable n° DP 035 324 23 00003 autorisée le 03/04/2023 ;

ARRÊTE

ARTICLE UNIQUE

La demande de Permis de construire (PC) est accordée.

Fait à LA SELLE-EN-LUITRÉ,
Le 04/04/2023

Monsieur CHOPIN Denis,
Maire



La présente décision est transmise au représentant de l'État
dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

| Affichage en mairie de l'avis de dépôt le : | Notifié au pétitionnaire le : | Transmission en préfecture le : |
|---|-------------------------------|---------------------------------|
| 06/02/2023 | | |

Le demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification :

A cet effet il peut saisir d'un recours contentieux par courrier adressé au tribunal administratif territorialement compétent ou par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site « www.telerecours.fr ». Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme ou le préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité de l'autorisation :

Conformément à l'article R 424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 5 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 ans à compter de sa notification au bénéficiaire. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité l'autorisation est suspendue jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R 424-21 et R 424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité. La prorogation est acquise au bénéficiaire de l'autorisation si aucune décision ne lui a été adressée dans le délai de deux mois suivant la date de l'avis de réception postal ou de la décharge de l'autorité compétente pour statuer sur la demande. La prorogation prend effet au terme de la validité de la décision initiale.

Le bénéficiaire de l'autorisation peut commencer les travaux après avoir :

- Adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- Installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A 424-15 à A 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- Dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer les bénéficiaires de l'autorisation au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- Dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire de l'autorisation et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L 242-1 du code des assurances.